

L'ÉTAT DU **MAL-LOGEMENT** EN FRANCE

RAPPORT ANNUEL 2025 • #30

SOMMAIRE

PREMIER CAHIER

**La France s'enfonce
dans la crise du logement**

DEUXIÈME CAHIER

**Handicap et mal-logement,
le parcours des combattants**

TROISIÈME CAHIER

Une année d'attentisme et de renoncements

QUATRIÈME CAHIER

Les chiffres du mal-logement.

BON DE COMMANDE

FONDATION ABBÉ PIERRE, NOTRE NOM VA CHANGER.
PAS NOTRE COMBAT CONTRE LE MAL-LOGEMENT.

Jamais nous ne baisserons les bras !

L'ÉTAT DU **MAL-LOGEMENT** EN FRANCE

RAPPORT ANNUEL 2025 • #30



PREMIER CAHIER

La France s'enfonce dans la crise du logement

© Pierre Faure

1

FONDATION ABBÉ PIERRE, NOTRE NOM VA CHANGER.
PAS NOTRE COMBAT CONTRE LE MAL-LOGEMENT.

Jamais nous ne baisserons les bras !

La France s'enfonce dans la crise du logement

Pendant l'instabilité gouvernementale, la crise du logement continue. À bas bruit ou lors d'événements spectaculaires, elle s'est rappelée à nous régulièrement au cours de l'année 2024.

Les personnes à la rue sont particulièrement exposées : à 49 ans en moyenne, 735 personnes sont mortes à la rue en 2024, le chiffre le plus élevé jamais dénombré par le Collectif Les Morts de la Rue. Mais le logement ne protège pas toujours : de manière assez silencieuse et insidieuse, le froid cause une surmortalité de 10 000 personnes chaque hiver, et la chaleur de 5 000 chaque été lors des canicules, aggravées par la mauvaise isolation des logements, d'après France Stratégie et Santé publique France.

Le mal-logement illustre bien à quel point le changement climatique touche en priorité les plus précaires. C'est ce qu'a encore montré récemment de manière dramatique le cyclone Chido qui a frappé Mayotte le 14 décembre 2024 : la plupart des victimes sont à dénombrer parmi les 100 000 habitants des logements informels des bidonvilles de l'île. La situation à Mayotte est aussi le symbole

du lien entre dérèglement climatique, crise du logement et crise de l'accueil, une grande partie des victimes habitant les bidonvilles ayant un parcours d'exil et vivant en situation administrative précaire.

Face à ces injustices en cascade, la posture répressive est vouée à l'échec si elle ne s'attaque pas aux causes du mal-logement et préfère s'en prendre à ses victimes. C'est ainsi que l'opération « Wuambushu », menée en 2023, qui visait à démanteler une partie des habitations informelles de l'île n'a produit aucun effet positif. Les personnes dont le logement a été détruit ont reconstitué un habitat dans des conditions encore plus précaires faute de solutions adaptées. De même, empêcher la reconstruction des bidonvilles sans alternative ne fera pas disparaître la misère. Une logique qui se retrouve dans l'Hexagone avec le nouveau record établi cette année de plus de 100 000 expulsions de personnes vivant en lieux de vie informels (squat, bidonville, campement, etc.). Avec à chaque fois le même résultat : une invisibilisation des personnes mal-logées, un report des difficultés et une défiance accrue entre institutions et habitants.

Malgré ces drames qui ont fait l'actualité, l'électrochoc attendu autour de la question du mal-logement peine à venir. Pourtant tous les signaux sont au rouge et les motifs d'espoir sont bien rares.